

Motion d'orientation générale

L'Union européenne intergouvernementale suscite le rejet et la tentation du repli. Notre mouvement doit affirmer sa différence et imposer dans le débat public le thème du fédéralisme, seule alternative pour que le projet européen puisse répondre aux attentes des citoyens. Pour cela, nous devons mener un travail politique collectif, accueillir de nouveaux militants et oeuvrer avec tous ceux qui s'engagent dans notre sens. Pour réussir, les instances de l'association doivent encourager et soutenir la mobilisation de chacun.

Le fédéralisme pour répondre aux attentes des citoyens

La situation internationale est préoccupante. L'actualité dépeint la recrudescence de conflits aux portes de l'Union. L'économie mondiale fondée sur une hypothèse de ressources infinies n'arrive pas à se réformer vers un modèle soutenable dans le temps. Tout cela montre à quel point les États européens sont incapables de peser sur les grands défis mondiaux et ont perdu toute souveraineté dès que le problème dépasse l'État national.

Dès lors, l'Europe a la responsabilité de promouvoir une organisation mondiale où les relations sont fondées sur le droit. Nous devons rejeter les relents nationalistes européens à visée court-termiste car ils ne feront que dupliquer à l'échelon mondial les problèmes intra-européens que nous tentons de dépasser.

La crise financière a révélé les insuffisances de la zone euro. Face à l'incertitude, les États ont choisi de pallier au plus urgent en modifiant à la marge le cadre institutionnel sans ouvrir de débat avec les citoyens.

Ce refus de la démocratie, lié notamment au souvenir du débat sur la ratification du projet de traité constitutionnel, est désormais de plus en plus perçu, avec le traitement de la crise grecque, comme autoritariste et illégitime.

La zone euro doit se doter d'un budget propre permettant d'effectuer des transferts entre pays, ce que le budget de l'Union ne permet pas. Pour que les choix soient démocratiques, le budget doit être piloté par un gouvernement européen contrôlé par un parlement européen. Cela doit rester notre priorité.

En parallèle, s'ajoute une crise de légitimité des partis politiques. De la création de partis politiques européens et non nationaux jusqu'au refus des nationalismes au sein des partis majoritaires : le combat pour la démocratie reste un combat fédéraliste au niveau européen comme national.

Enfin, l'idéal européen ne suffit plus à créer l'adhésion autour du projet de construction européenne.

Cette crise du sentiment européen nous oblige à sortir de notre zone de confort pour nous engager sur un terrain plus concret. Nous devons aller au delà des relais d'opinions, convaincre les citoyens, car ils restent une condition de la réussite du projet européen.

Le rôle de l'UEF-France

L'UEF célébrera, en 2016, le 70e anniversaire de sa fondation. Cette longévité doit nous inciter à réfléchir à l'actualité de notre engagement fédéraliste ainsi qu'aux formes de militantisme qu'il implique.

Les formes d'engagement qui ont caractérisées les heures de gloires de notre mouvement (Congrès du Peuple européen, campagne pour l'élection directe du Parlement européen...) ne sont pas nécessairement adaptées à une époque où les modes de participation politiques ont changé, notamment avec une moindre implication des citoyens dans les organisations. L'engagement s'avère désormais plus ponctuel, vient se porter sur des causes moins globales, se manifeste en réaction à l'actualité.

Notre mouvement doit le prendre en compte et se positionner en tant qu'un interlocuteur et une référence pour ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs et nos objectifs, au delà de ses seuls adhérents. Cette approche implique une politique de formation ambitieuse car on ne naît pas fédéraliste : on le devient. L'enjeu est d'aider militants et "compagnons de route" à formuler et à approfondir leurs convictions européennes en y intégrant les apports de la pensée fédéraliste.

Les sections nationales où le fédéralisme est fort sont des pays où existent de vraies structures de formation, pour les jeunes et pour les autres organisations. Former, n'est plus uniquement une condition de développement interne, c'est une condition de promotion externe de nos idées.

Parler de fédéralisme nous oblige à reconnaître qu'il est parfois mal compris en France, car il suscite toujours le débat, un débat que nous recherchons. Ce positionnement ne nous interdit pas d'oeuvrer en phase avec nos objectifs, avec d'autres qui n'auraient pas la même approche.

L'UEF doit permettre de mieux comprendre le fédéralisme mais sans en imposer une vision dogmatique. La diversité de la pensée fédéraliste est une richesse permettant d'aborder de nombreuses problématiques et par conséquent de toucher un public plus large. Prétendre promouvoir une approche particulière fermerait la porte à des militants tout en nous appauvrissant intellectuellement.

La priorité donnée par notre mouvement au fédéralisme nous distingue parmi les organisations se consacrant aux questions européennes. Mouvement politique non-partisan, l'UEF-France doit profiter de son autonomie pour affirmer des positions originales, pour gagner en audience et en visibilité.

Adopter un positionnement parfois clivant pour imposer nos thèmes, c'est aussi nous identifier auprès de tous ceux qui partagent nos idées comme un interlocuteur et un partenaire potentiel. L'UEF-France doit travailler non seulement avec les associations mais aussi avec tous les individus qui souhaitent contribuer à nos objectifs. L'UEF doit devenir un catalyseur et rassembler pour agir, avec des barrières à l'entrée les plus faibles possibles. Il en va de la promotion la plus large de nos idées.

Mener un travail politique et collectif

Nous devons d'abord développer un discours plus construit, pour nous positionner face aux enjeux de l'actualité et définir les thèmes que nous souhaitons promouvoir. Ce travail ne peut se concevoir sans une interaction forte avec notre organisation au niveau européen. C'est pourquoi l'UEF-France organisera ses commissions politiques sur la base de l'organisation de l'UEF-Europe. Cette approche nous permettra de faciliter les échanges avec le niveau européen et de devenir une force de proposition.

Ces commissions seraient les suivantes :

1. Union économique et monétaire
2. Politique étrangère et de sécurité
3. Fédéralisme mondial
4. Affaires institutionnelles et démocratie européenne
5. Europe sociale et citoyenneté (dont fédéralisme interne)

Le Bureau exécutif doit se concentrer sur les aspects organisationnels et la représentation extérieure. Il doit former une équipe de personnes entretenant de bonnes relations et dont l'implication repose sur des missions claires. Son mandat reposera sur les présentes orientations qui seront complétées par un programme d'activité précis.

Accueillir de nouveaux militants

L'activité et l'adhérent deviennent le centre de notre organisation. Moins d'énergie pour les réunions statutaires et plus pour l'action ! Le Bureau et le Comité directeur doivent se considérer comme des fonctions supports des adhérents et des sections. À ce titre, notre action doit favoriser la participation militante à tous les niveaux et ainsi enclencher un cercle vertueux pour rendre le mouvement plus attractif.

Nous devons passer d'un mouvement où peu de personnes savent à un mouvement où tout le monde peut apprendre. Cela suppose une politique de développement centrée sur l'accueil et le parcours de l'adhérent et où la formation politique et organisationnelle se conçoit dans la durée.

Ouvrer avec tous ceux qui partagent nos idées

Parce que les formes d'engagement et de mobilisation ont changé, la priorité n'est plus de fédérer des organisations mais de constituer et entretenir des réseaux,

d'abord d'individus, intéressés par nos thèmes et susceptibles d'être mobilisés ponctuellement.

C'est pourquoi le recrutement d'adhérent est moins une priorité que l'identification de "compagnons de routes", personnes susceptibles de mener avec nous des actions ou de relayer notre message. Certains pourront souhaiter nous rejoindre, d'autres ne le feront pas mais pourront nous aider le moment venu.

Notre démarche envers les autres organisations doit se montrer modeste et concrète. Elle ne vise pas à exiger le ralliement général à nos thèses mais simplement à entretenir un dialogue susceptible de donner lieu occasionnellement à des actions communes.

Conclusion

L'UEF-France a un potentiel considérable. Son approche peut mobiliser un grand nombre de personnes si nous savons les toucher et les accueillir. Cet effort pour donner une plus grande visibilité au fédéralisme européen dans le débat public nécessitera l'implication de chacun d'entre nous. L'Europe fédérale ne tombe pas du ciel. Mais elle est à notre portée. La crise, démocratique politique et économique, est une opportunité à saisir. Elle implique un mouvement renouvelé dont la direction et l'impact ne dépendront que de nous.

Motion d'orientation générale soumise à l'Assemblée générale de l'UEF-France du 26 septembre 2015 par Florent Banfi, Fabien Cazenave, Chloe Fabre, Pauline Gessant, Valéry-Xavier Lentz.